

"Combattre et proposer, voilà notre attitude"



Extrait du discours de Martine Aubry aux Journées parlementaires de Pau

« Cher-es ami-es, cher-es camarades,

Ces journées parlementaires ont lieu dans un moment grave pour notre pays. La crise économique est là, la crise sociale aussi. Les dernières semaines ont rendu l'air un peu plus irrespirable. À l'inefficacité de la politique économique, sociale et fiscale se sont ajoutés, en cette rentrée, le dérèglement de l'État et l'affaiblissement de la République. Dans sa fuite en avant, le gouvernement ne respecte même plus ce qui est notre patrimoine commun, la République.

La République, c'est d'abord un socle de valeurs que les Français partagent. Ces valeurs nous dépassent parce qu'elles concernent le bien commun, le bien public, l'intérêt collectif. C'est aussi un héritage sacré qui nous permet d'être égaux en étant différents. C'est la République qui, par ses grandes conquêtes, a fondé les grandes libertés et les grandes protections comme la loi sur

la presse de 1881, la loi sur les libertés syndicales de 1895, la loi sur la séparation de l'Église et de l'État en 1905.

Aujourd'hui, notre République est attaquée dans ses fondements quand on remet en cause l'égalité devant la loi. Si des actes illégaux sont commis par des Roms, ils doivent être sanctionnés parce qu'ils sont illégaux et non parce qu'ils sont commis par des Roms.

La France est elle-même quand elle sait accueillir, intégrer tout en faisant respecter avec force et autorité ses valeurs. J'ai fixé les grands principes de cette politique à la Rochelle. Nous présenterons à Dijon le 2 octobre les axes concrets pour établir un véritable droit à la sécurité. Il est temps de montrer qu'en la matière la crédibilité a changé de camp !

- La République est attaquée dans ses fondements quand on organise le désordre dans nos institutions. Nicolas Sarkozy a voulu tout être : Président et Premier ministre. Il préside, il gouverne, mais il légifère aussi. Au Parlement, les débats sont bâclés et l'opposition est méprisée.

L'AGENDA

2 octobre

► Forum des Idées

« Pour un pacte national de sécurité publique », forum sur la sécurité à Dijon



Convention nationale Pour une nouvelle donne internationale et européenne

30 septembre

► Votez dans les sections le texte adopté par le Conseil national du 8 septembre !

9 octobre

► Venez à la Convention nationale Pour une nouvelle donne internationale et européenne au CNIT-La Défense !



L'info en continu



Jean-Marc Ayrault,
21/09/10

République sociale

« Depuis trois ans, notre République a changé. C'est l'indécence qui s'est imposée dont Monsieur Woerth est devenu le symbole. Au bien commun, à l'intérêt général le président a substitué les intérêts d'une ploutocratie. Pour préserver les intérêts de cette aristocratie de l'argent le "président des riches" divise les Français. Il offre au peuple des boucs-émissaires : hier les rmistes et les chômeurs, aujourd'hui les immigrés, les Français d'origine étrangère et les Roms. L'idée de la République est née chez nous. Elle est notre fierté et notre bien commun. Pour nous la République ne s'arrête ni au rétablissement de l'État de droit ni à l'approfondissement des fonctions régaliennes. Notre projet est de revenir à l'essence de notre engagement. La République politique doit aboutir à la République sociale ».

En 2012, il faudra rétablir la séparation des pouvoirs et permettre au Parlement de jouer vraiment son rôle. Nous voulons construire une nouvelle République. Remettre le Parlement au cœur de la démocratie française. Nous en améliorerons la représentativité par la limitation du cumul des mandats, l'instauration d'une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale et la refonte du collège électoral du Sénat permettant la représentation réelle des territoires et de nouvelles avancées en matière de parité.

- La République est attaquée dans ses fondements quand on veut peser sur la justice ou la liberté de la presse. La République, ce sont des contre-pouvoirs : une justice indépendante et une presse libre et indépendante.
- La République est attaquée quand les collectivités territoriales sont asphyxiées et privées des moyens de leur autonomie. La République moderne est une organisation décentralisée des pouvoirs publics. En 2012 nous engagerons l'acte III de la décentralisation.
- Les fondements de notre République sont attaqués quand le fonctionnement du pouvoir se confond avec les intérêts d'un seul parti. La République, c'est la démocratie jusqu'au bout. La démocratie, c'est aussi une démocratie sociale vivante, où les partenaires sociaux sont associés avant, écoutés pendant, respectés tout le temps. Une démocratie moderne, c'est aussi une démocratie qui organise des débats avec les citoyens.

La République, c'est d'abord un état d'esprit qui tient en trois mots : humilité, vérité, dignité. L'autorité se mérite elle ne se demande pas. Le président de la République devrait être le garant des piliers de notre République. L'art de gouverner requiert sang froid, maîtrise de soi, hauteur de vue. Ce n'est pas ce que l'on a vu cet été.

Notre agenda, ce n'est pas celui du gouvernement, c'est celui des Français qui attendent de nous des propositions pour redresser la France. Nous avons depuis 2008 beaucoup travaillé pour rénover nos idées et nos réponses dans tous les domaines. Nous avons proposé un nouveau modèle de

développement social et écologique, nous avons fait des propositions sur la politique industrielle et sur l'agriculture. Nous avons défini notre nouvelle doctrine internationale.

Nous allons poursuivre, dans les semaines et les mois, qui viennent nos débats avec les Français sur les grands axes de notre projet : sur la sécurité ; sur la ville du XXI^e siècle, sur la culture, sur l'égalité réelle. Nous agissons. Nous préparons demain. Et demain, cela commence aujourd'hui, avec les mobilisations contre le projet des retraites, contre le budget d'austérité qui se prépare, contre la casse des services publics et de la Sécurité sociale.

Je veux saluer ici la formidable action de nos groupes parlementaires. Ils jouent leur rôle de contrôle, ils jouent leur rôle d'alerte, ils jouent leur rôle de propositions. À quelques jours du débat sur la loi de finances, je veux le dire, les choix budgétaires du gouvernement sont proprement irresponsables. Le deuxième combat de l'automne, c'est le budget de la Sécurité sociale.

Et bien sûr, je veux terminer par là, il y a la bataille pour une autre réforme des retraites. La réforme des retraites est devenue le symbole de la politique d'étouffement démocratique, d'injustice et d'inefficacité du système Sarkozy. Nous avons fait des propositions sérieuses, justes et innovantes. Le Président lui veut passer en force là où il devrait garantir le dialogue social. Ce n'est pas avec l'opposition ou les syndicats qu'il a engagé un bras de fer, mais avec les Français. Jusqu'à l'ultime instant, nous combattons ce texte.

Mon message d'aujourd'hui, celui sur lequel je veux conclure, est un message de mobilisation. Combattre et proposer, voilà notre attitude. Les socialistes mettront toutes leurs forces dans la bataille. Parce que c'est un combat pour la justice. C'est un combat pour la République ».

Retrouvez les Journées parlementaires de Pau sur parti-socialiste.fr

JOURNÉES PARLEMENTAIRES

Remettre la République à l'endroit

Réunis à Pau, les élu-e-s socialistes ont réaffirmé leur détermination à combattre la droite dans leur assemblée et à multiplier les propositions pour réparer la République

Commission des affaires sociales

D'une autre réforme des retraites aux fondations d'un nouveau contrat social

Alors que l'examen du projet de loi sur les retraites s'est achevé à l'Assemblée nationale dans le tumulte, les parlementaires socialistes ont montré qu'ils continueront à faire de la question sociale l'enjeu majeur de leur dialogue

avec les Français. « Nous ne sommes pas seulement dans la dénonciation du projet injuste du gouvernement, nous avons fait des propositions sur les retraites pour une réforme de justice adaptée aux changements de notre société », a rappelé Marisol Touraine. Yves Daudigny s'est ensuite exprimé sur la question de la dépendance mettant en avant les efforts réalisés par les collectivités territoriales socialistes. « La

question de la dépendance est au cœur de notre République, a rappelé le sénateur, il faut se poser la question de savoir quelle solidarité nous voulons mettre en place demain ? » Jean-Patrick Gille a insisté sur « la mise en place d'une politique de l'emploi des jeunes ». Les socialistes proposent ainsi de mettre en place une politique salariale courageuse, doublée d'une sécurité sociale professionnelle.





Commission des affaires étrangères et de la défense

Une diplomatie à réparer

« Pas de débat, pas de concertation », c'est ainsi que Jean-Louis Carrère a résumé les séances de travail à la Commission des affaires étrangères. Pour le seul exemple afghan, le sénateur a relevé trois erreurs de Nicolas Sarkozy. D'abord la réintégration du

commandement de l'OTAN par la France qui « nous fait apparaître aux yeux des Afghans comme des obligés voire des occupants », ensuite l'absence d'information des Français sur la stratégie adoptée là-bas. Enfin, le sénateur rappelle que l'engagement pris il y a huit ans visait la lutte contre Al Qaeda qui se trouve aujourd'hui dans la zone pashtoun du Pakistan. « La commission est pour le retrait

des troupes conclut Jean-Louis Carrère, il faut être présent autrement que militairement ». François Loncle a souligné l'incohérence d'une politique décidée par le Secrétariat général de l'Elysée et non pas par le Quai d'Orsay. Le Parti socialiste a présenté sa Nouvelle donne internationale et européenne, « c'est un texte dense, un outil important sur lequel nous devons débattre » a conclu le député.

Commission des affaires économiques et du développement durable

Décentralisation, écologie, les nouvelles obligations de la République

Parce qu'ils refusent que les collectivités territoriales soient « les nouveaux boucs émissaires du gouvernement », les parlementaires socialistes

ont réaffirmé leur volonté de s'opposer à la contre réforme territoriale de la droite. Daniel Raoul a ainsi dessiné ce que pourrait être l'Acte 3 de la décentralisation des socialistes. « Il faut tout reconstruire en suivant les bassins de vie ». Sur l'énergie, François Brottes a rappelé que 3,4 millions de ménages français sont en situation de précarité énergétique

et a réaffirmé le rejet de la loi NOME par les socialistes. Concernant l'agriculture, les parlementaires ont réaffirmé leur ambition de « relocaliser les productions ». Dénonçant les rétrogradations multiples du gouvernement sur l'écologie, Jean-Paul Chanteguet a rappelé notre objectif « passer de la société du gaspillage à celle de la sobriété ».

Commission des lois

Une République rassurante

Face au projet de loi Besson, les parlementaires socialistes ont avancé leurs alternatives. « Nous proposons de clarifier le sujet des migrations et de décider

tous les trois ans de la politique migratoire de la France avec les partenaires sociaux et les collectivités », a détaillé Sandrine Mazetier. Sur la réforme pénale, ils se sont montrés également critique envers la politique de Nicolas Sarkozy qui a supprimé

10 291 postes d'agents de police, multiplie les gardes à vue et précipite la privatisation de la sécurité en France. « Une République rassurante, a conclu Alain Anziani, est une République sans Nicolas Sarkozy ».

Commission des affaires culturelles

L'éducation, victime et remède de la République abîmée

120 000 élèves sortent chaque année sans qualification de

l'école. En réponse, la droite propose une politique éducative homéopathique, mais surtout basée sur la sanction et à forte tendance sécuritaire. À l'inverse, les parlementaires socialistes proposent de « redonner le désir d'école » aux élèves

mais aussi aux enseignants. « Il faut revaloriser le métier d'enseignant », a affirmé Françoise Cartron. Yves Durand insiste pour qu'un « engagement soit pris avec les jeunes et les parents pour prendre en compte les aspirations de chacun ».

Commission des finances

Face à l'austérité, notre rigueur c'est la justice !

« Quand à l'été 2012, on tirera le bilan de ces dix années de droite, affirme Pierre-Alain Muet, nous serons face à une explosion des inégalités, de la dette et du chômage ». Les socialistes projettent d'organiser une « réforme fiscale majeure avec la

création d'un grand impôt sur le revenu », définit le député. Dans ce sens, Nicole Bricq a annoncé que les sénateurs déposeront des amendements à la loi de régulation financière, « notamment sur les paradis fiscaux ». Pour Jérôme Cahuzac, la loi de programmation des finances publiques sera « l'occasion de condamner ce qu'ils vont proposer et de

proposer nous-mêmes. Le courage et la vertu ne sont pas à droite. Il faut montrer, par nos propositions, le sérieux de notre groupe parlementaire » et au contraire dénoncer la légèreté de la droite en matière fiscale et sa lourdeur sur les plus faibles. « C'est à gauche, conclut Pierre-Alain Muet, que se trouve l'efficacité économique ».

Ce que changera un Sénat de gauche

Ce n'est plus un fantasme, le basculement du Sénat à gauche pourrait être réalisé l'automne 2011. « Ce n'est plus une lubie, explique Didier Guillaume, mais ce serait un tsunami identique à

celui de mai 1981 ». « Cela nous donnera une dynamique de campagne extraordinaire pour 2012, affirme Bariza Khiari, le Sénat pourrait être le laboratoire de notre France ». Une idée reprise par Bernard Roman, député : « Le Sénat pourrait

devenir le lieu de résistance aux politiques de l'exécutif, il pourrait aussi reprendre des propositions votées par nous, à l'Assemblée nationale et qui sont sur le bureau du Sénat, comme le droit de vote des étrangers dans les élections locales ».

L'info en continu



Jean-Pierre Bel,
22/09/10

Vrai changement

« La République abîmée c'est d'abord une pratique permanente de l'agitation en guise de réforme menée sans débat, sans concertation. Pas plus avec les syndicats qu'avec la représentation nationale ! C'est en quelque sorte une forme de dénaturation, la réforme contre la réforme, le changement contre le changement, une spirale obsessionnelle qui se nourrit de l'instantanée, du fait divers et des pulsions les plus viles. Face à cela, face aux lois qui nous ramènent en arrière, nous devons être porteurs du vrai changement ».



Gilles Pargneaux,
22/09/10

Régulation

« L'Union européenne doit rentrer au cœur de ce qui préoccupe tous les Français, c'est à dire la lutte pour une véritable régulation financière en Europe, pour une politique de croissance en faveur de l'emploi, contre la pauvreté et l'exclusion, et contre le réchauffement climatique. Les socialistes français ont fait des propositions. Nous voulons une économie européenne stimulée par un programme d'investissements et une redistribution plus équitable des richesses, une véritable gouvernance économique de la zone euro. Nous voulons aussi une régulation renforcée des marchés financiers ».



Participez à la Convention !

La Nouvelle Donne **INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE**



Deux dates à retenir

Judi
30
septembre

Votez dans les sections
sur le texte adopté par le Conseil national
du 8 septembre

Samedi
9
octobre

Venez à la Convention nationale
au CNIT-La Défense avec notamment les interventions
de Martine Aubry, Jean-Christophe Cambadélis,
Bertrand Delanoë, Laurent Fabius et Ségolène Royal



la coopol

LA COOPÉRATIVE POLITIQUE

Ce qui se passe sur la coopol

La place de l'Union européenne et de la France dans le monde, l'enjeu de la méditerranée, la politique de défense, la réforme des institutions internationales, la politique industrielle à l'échelon européen... Consultez le texte en débat et les contributions thématiques de la Convention Nouvelle donne internationale et européenne, et discutez-en sur la coopol!

parti-socialiste.fr/international